

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Vite-des-infos-p-21>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez
vous > Revue "Sortir du nucléaire" > Sortir du nucléaire n°49 > **Vite, des infos !**

1er mai 2010

Vite, des infos !

Un système énergétique à 100 % renouvelable en 2050 !

Quasi simultanément, deux études viennent apporter la démonstration qu'un système énergétique entièrement basé sur les énergies renouvelables, ou presque, est possible en 2050. Une étude du WWF le démontre à l'échelle mondiale¹, une étude de Greenpeace à l'échelle européenne².

Pour le WWF, voici le mix énergétique du futur : le solaire, l'éolien, l'énergie de l'océan, la géothermie, l'hydraulique, la biomasse. La demande énergétique en 2050 serait globalement inférieure de 15 % à ce qu'elle était en 2005. Le scénario prévoit une énergie accessible à tous, réduisant par là même la pauvreté. En fournissant une énergie propre, les économies réalisées atteindraient environ 4000 milliards d'euros rien que pour l'année 2050. Les émissions mondiales de CO2 issues du secteur de l'énergie seraient réduites de 80 %.

Pour atteindre ces objectifs, le scénario promeut certaines évolutions des modes de vie : développement des transports en commun, réduction de la consommation de viande, réutilisation et recyclage accru des biens de consommation...

L'étude de Greenpeace établit qu'il est techniquement et financièrement possible de construire d'ici 2050 un réseau électrique européen "intelligent" qui fournirait 99,5 % d'électricité renouvelable à l'ensemble du continent, en renonçant au nucléaire et au charbon. Cette production sera garantie même en cas de faible ensoleillement ou de périodes sans vents.

1 : "The Energy report" - 100 % renewable energy by 2050, WWF

2 : "Battle of the grids", Greenpeace

912 000 emplois créés en Europe grâce aux énergies renouvelables !

EurObserv'ER estime à 912 000 le nombre d'emplois générés par le secteur des énergies renouvelables dans l'Union européenne en 2009, ainsi qu'un chiffre d'affaires de 120 milliards d'euros cette même année. L'Allemagne compte presque 2,5 fois plus d'emplois dans les renouvelables que la France...

Le premier des secteurs est celui de la biomasse solide avec plus de 280 000 emplois. Viennent ensuite l'éolien et le photovoltaïque avec respectivement 243 600 et 121 800 emplois. Ces filières semblent même être devenues des piliers économiques pour certains pays. De plus, elles proposent des emplois à haute valeur ajoutée et à forte technicité qui sont "une des clefs de l'avenir économique de l'espace européen."

Ça y est, la Belgique a aussi son réseau antinucléaire !

Depuis un an qu'ils y travaillaient, ils l'ont fait ! Après avoir lancé un appel, avec l'aide du Réseau "Sortir du nucléaire" et s'être réunis à plusieurs reprises, les militants antinucléaires belges et plusieurs organisations (Éco-Vie, Climat & Justice Sociale, GRAPPE, Brabant-Écologie) ont rédigé une charte et ont mis en place un réseau antinucléaire belge. L'Assemblée constitutive a eu lieu le 17 octobre 2010 et depuis plusieurs actions d'information et de sensibilisation ainsi que des interventions directes et non violentes ont été organisées.

Plus d'infos : <https://nucleaire-stop.blogspot.com>

Contact : nucleairestop@gmail.com

Création d'une coalition antinucléaire polonaise

La Pologne était en première ligne lors du passage du nuage de Tchernobyl. Pourtant, 25 ans après, les autorités veulent y lancer un programme nucléaire et construire deux centrales d'ici à 2022. Les différents groupes antinucléaires viennent juste de se rassembler en une coalition nationale. En avril, elle organisera ses premières actions pour commémorer la catastrophe de Tchernobyl.

Le Réseau fait jurisprudence

Saisi par le Réseau "Sortir du nucléaire", le Conseil d'État avait annulé le 6 juin 2007 un décret gouvernemental du 9 février 2006 autorisant le démantèlement complet de la centrale nucléaire de Brennilis dans le Finistère. Il s'était rangé à l'avis du commissaire du gouvernement Yann Aguila, qui s'était prononcé à la mi-mai 2007 en faveur de l'annulation du décret. La plus haute juridiction administrative avait estimé que l'exploitant de la centrale, EDF, n'avait pas respecté la procédure d'information publique, comme l'y oblige une directive européenne de 1985. Bonne nouvelle, nous venons d'apprendre que ce recours du Réseau "Sortir du nucléaire" fait à présent jurisprudence !

Bure : le mea culpa d'un élu bien informé...

Dans l'éditorial de janvier 2011 de La Lettre du CLIS (Comité Local d'Information et de Suivi) du laboratoire de Bure où se prépare l'enfouissement à grande profondeur des déchets hautement radioactifs, le président de cette instance, Jean-Louis Canova (élu et vice-président au Conseil général de Meuse), s'est livré à un véritable mea culpa.

S'en faisant l'écho dans un communiqué de presse, le CEDRA le synthétise en ces termes : on m'avait affirmé que si les déchets radioactifs étaient enfouis on pourrait aller les rechercher (la fameuse notion de "réversibilité"), j'y avais cru, je me suis informé, et j'ai compris que la réversibilité est impossible.

Et pourquoi nous aurait-on menti ? C'est encore le pilote du CLIS qui répond, en dénonçant : "la réversibilité [...] est uniquement une "contrainte sociale" [pour] permettre au projet

[d'enfouissement] d'être plus facilement accepté".

Une fois n'est pas coutume, voici un élu qui fait preuve d'honnêteté face au lobby nucléaire.
Un exemple à suivre !

Trois opérateurs électriques renoncent à investir dans une centrale nucléaire roumaine

GDF-Suez, RWE et Iberdrola ont décidé de ne pas poursuivre leur participation au développement du projet nucléaire de Cernavoda en Roumanie. Les trois compagnies énergétiques, respectivement française, allemande et espagnole, sont associées depuis 2008 à SN Nuclearelectrica pour le développement des unités 3 et 4 de la centrale de Cernavoda. "Les incertitudes économiques et réglementaires qui entourent ce projet, notamment du fait de la crise économique actuelle, ne sont pas aujourd'hui conciliables avec les investissements nécessaires au développement d'un nouveau projet nucléaire" expliquent les trois entreprises dans un communiqué commun.

Chauffage urbain à Paris : vers plus de renouvelables

Un nouveau réseau de chauffage urbain sera établi le long de la ligne de tramway T3 actuellement en construction au Nord-Est de Paris. Auparavant, le chauffage urbain n'était pas disponible dans cette zone - les consommateurs utilisaient d'autres formes de chauffage telles que le chauffage électrique individuel. Ce nouveau réseau permettra, par rapport au chauffage à partir de sources conventionnelles, de réduire les émissions de CO2 de 65 000 tonnes au total entre 2011 et 2014.

Ce projet encouragera les investissements futurs dans les unités de production de chaleur utilisant des énergies renouvelables qui seront reliées à ce réseau, et permettra de supprimer une chaufferie conventionnelle utilisant des combustibles fossiles dans cette région. Grâce à ce projet, ainsi qu'à d'autres projets en cours, d'ici 2020, près de 20 % de l'énergie utilisée pour le chauffage de Paris sera produite à partir de sources d'énergies renouvelables (biomasse, biogaz, géothermie) alors que ce pourcentage est nul pour le moment...

Défaillances de sûreté en série sur les réacteurs nucléaires français

Début février, suite à une alerte lancée par le Réseau "Sortir du nucléaire", EDF a été contrainte de communiquer sur une inquiétante "anomalie" de série sur 34 de ses réacteurs. Sur tous les réacteurs de 900 MW, en cas de fuite importante du circuit primaire, le circuit d'injection d'eau de sécurité pourrait s'avérer incapable d'empêcher la fusion du cœur. L'Autorité de Sûreté nucléaire (ASN) avertit ainsi : "en situation accidentelle, pour certaines tailles de brèche du circuit primaire principal, l'injection de sécurité à haute pression pourrait ne pas permettre de refroidir suffisamment le cœur du réacteur". Le système d'injection d'eau de sécurité est le seul dispositif qui permette de retarder une fusion du cœur nucléaire lors d'une fuite importante d'eau du circuit primaire. Or EDF découvre, alors que les premiers réacteurs 900 MW tournent depuis plus de trente ans, qu'elle est incapable de mesurer si l'eau injectée par ce système se répartit comme il faut ! De l'aveu de l'ASN, cela "pourrait ne pas permettre de refroidir suffisamment le cœur du réacteur".

Quelques jours plus tard, rebelote : EDF s'est vue obligée de révéler une usure prématurée des "coussinets" des groupes électrogènes de secours, usure qui peut entraîner leur défaillance. Ces groupes électrogènes sont censés prendre le relais en cas de perte d'alimentation électrique extérieure, pour continuer à assurer les "fonctions vitales" de la centrale. La perte d'alimentation électrique d'un réacteur est un facteur de risque d'accident nucléaire majeur. Ce défaut concerne

cette fois 19 réacteurs de 900 MW déjà fragilisés par l'anomalie non résolue sur les systèmes de refroidissement de secours.

Adieu Mary...

Mary Byrd Davis est décédée le 13 février dernier aux États-Unis, à l'âge de 74 ans. Elle était l'auteure, entre autres, d'un ouvrage fondamental pour les antinucléaires français, intitulé *La France nucléaire : matières et sites* *. Pour rédiger son livre, Mary avait procédé à un dépouillement systématique des publications officielles françaises qu'elle complétait dans certains cas par l'étude de documents déclassifiés aux États-Unis. Elle avait par ailleurs interviewé un très grand nombre de personnes, des responsables de l'énergie nucléaire, bien sûr, mais aussi des syndicalistes ou des militants associatifs. Bien peu de ses interlocuteurs imaginaient que cette petite femme frêle et discrète, aux allures d'institutrice en retraite, était l'une des meilleures spécialistes mondiale du programme nucléaire français !

Le Réseau "Sortir du nucléaire" tient aujourd'hui à s'associer au chagrin de sa famille et de ses amis, et à lui rendre hommage. Son patient travail de recherche a beaucoup fait pour desserrer l'étau du secret qui pesait - et pèse encore - sur le complexe nucléaire civil et militaire.

* On peut trouver l'essentiel des informations de ce livre sur le site <https://www.francenuc.org>

Changeons de mythe, sortons du nucléaire... Journées d'études du Réseau "Sortir du nucléaire"

Ce qui rend heureux, déclare Daniel Cohen, professeur d'économie à l'École Normale Supérieure, est la perspective de croissance. Or, poursuit ce docte professeur, nous devons penser aujourd'hui ce que serait un monde sans croissance (Le Monde, 8 décembre 2009). Autrement dit, nous devons trouver une nouvelle manière de vivre heureux sans le mythe du Progrès...

Le Réseau "Sortir du nucléaire" organise des Journées d'études et de réflexion les 18 et 19 juin 2011, à Toulouse (Lieu : la Chapelle, 36 rue Danièle Casanova), conjointement avec Les Amis de la Terre de Midi-Pyrénées. Elles seront précédées le jeudi 21 avril par une conférence-débat sur le mythe du Progrès (lieu : salle Sénéchal à Toulouse).

Ces journées d'études doivent proposer une réflexion théorique ouverte sur la pratique, être un moment fort de la campagne du Réseau en vue des élections de 2012 en dialoguant avec partenaires et adversaires, et nourrir notre réflexion stratégique.

La thématique choisie combine une réflexion sur le mythe du Progrès et la sortie du nucléaire. Dans l'état actuel de nos réflexions (et divagations), ces journées s'orientent vers une déclinaison en quatre mouvements qui combineront l'approche scientifique, politique et artistique :

-Samedi 18 juin :

Premier mouvement (matinée, presto) : trois conférences-débats autour de la thématique de la logique au mythe.

Deuxième mouvement (après-midi, prestissimo) : procès de l'industrie nucléaire, suivi en soirée d'une mise en chansons et en poésie...

Nous lançons donc un appel à témoins et à témoignages.

-Dimanche 19 juin :

Troisième mouvement (matinée, adagio) - table ronde : et si l'énergie nucléaire n'avait pas été

inventée, que serait devenu le monde ? (inscriptions limitées à 50 personnes pour permettre un véritable débat entre tous les participants, vous pouvez vous inscrire dès maintenant).

Quatrième mouvement (après-midi, forte) : forum international avec des invités de différents pays qui témoigneront de l'état des choses...

Nous invitons tous ceux qui ont envie d'y participer et de proposer des idées à nous contacter à l'adresse mail suivante : journees-etudes@sortirdunucleaire.fr.

Michel Boccara, membre du comité de pilotage des Journées d'études